

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy,
Président de la République, sur la grève
dans les transports publics et la réforme des
régimes spéciaux de retraite, à Paris le 23
novembre 2007.

Avant de rentrer dans le vif du sujet, vous me permettrez de faire une remarque, comme l'on dit d'actualité, parce que au moment où la grève s'achève, où la raison l'emporte, ma première pensée - c'est mon devoir de Président de la République - va aux millions de Français qui ont besoin du train, du métro, du bus pour aller travailler et qui n'en peuvent plus après dix jours de galère. Je veux leur dire à ces millions de Français que je sais ce que cette grève leur a coûté, que je sais ce qu'ils ont enduré, que je comprends parfaitement leur exaspération d'avoir attendu en vain sur les quais des gares ou dans leurs voitures, immobilisés pendant des heures et des heures.

Je pense aux commerçants, aux artisans, aux entrepreneurs à la perte de chiffre d'affaire, aux salariés de leurs entreprises dont l'activité a été mise en péril, je pense à ceux de ces salariés qui vont peut être perdre leur emploi à cause du blocage des transports parce qu'on leur disait, que vous soyez en retard pour une bonne ou une mauvaise raison, vous êtes en retard.

Alors à ces millions de Français qui ont eu le sentiment d'être pris en otages dans un conflit dont il faut bien le dire qu'il ne les concernait pas, je veux affirmer que je sais leur peine et leur fatigue et que pour autant je n'ai pas cessé de tout faire pour que cette peine et cette fatigue durent le moins longtemps possible et que l'issue la plus rapide soit trouvée.

J'ai constamment, avec Xavier Bertrand et avec le Premier ministre, voulu maintenir le fil du dialogue sans remettre en cause le principe de la réforme. Et j'ai donc demandé que des contres parties soient prévues -c'est bien le moins - pour les usagers qui ont été pénalisés.

La réforme des régimes spéciaux de retraites ne pouvait plus être différée, je sais bien que c'est difficile, c'est d'ailleurs pour cela que ça n'avait pas été fait et c'est d'ailleurs pour ça que je l'ai fait. La réforme se fait, elle se fait parce que la méthode choisie a été celle de la fermeté et du dialogue. Elle se fait dans le respect de chacun avec le souci qui est le mien - je vous demande de me croire - parce que c'est la mission d'un chef de l'État, qui était de rassembler et pas de diviser.

Je n'ai jamais voulu monter une catégorie de Français contre une autre. Et Dieu sait que dans ces périodes de tensions c'est plus facile de diviser que de rassembler. Cette réforme se fait parce qu'elle est équitable et parce que les efforts doivent être partagés, cette réforme elle se fait parce qu'elle est nécessaire pour que le pouvoir d'achat des retraites des cheminots, des gaziers, des électriciens de la RATP puisse être préservé. Cette réforme, je l'avais promise, je l'ai tenue.

Alors maintenant des négociations sont ouvertes dans les entreprises sur les modalités de mise en oeuvre au sein de chaque régime. Je ferai tout pour que dans le futur la culture du dialogue social dans notre pays progresse au détriment de celle du conflit.

Mais je ferai en sorte qu'il y ait davantage de démocratie sociale pour que la voix de la majorité puisse mieux se faire entendre. Parce que la démocratie c'est quand même cela. Nous avons besoin d'un vrai dialogue social, d'une vraie démocratie sociale et je prends mes responsabilités en rendant hommage aux sens des responsabilités dont ont su faire preuve les grandes organisations syndicales. Sans elles il ne peut pas y avoir ni de dialogue social, ni de démocratie sociale. J'attire votre attention sur le fait que c'est difficile de parler si on ne parle à personne et je sais parfaitement que ce n'était pas facile aussi pour eux et je compte que dans l'avenir elles sauront toujours préférer la négociation à la confrontation et qu'elles comprendront que les travailleurs de notre pays sont ceux qui ont le plus besoin que les réformes réussissent.

Par ailleurs, des angoisses, des attentes se sont exprimées au cours des dernières semaines sur le pouvoir d'achat et sur l'emploi. Je ne prends pas ces attentes à la légère et dès mon retour de Chine - je pars dès demain - j'y répondrai et je dirai aux Français ce que sera l'action du gouvernement dans les prochains mois. Je n'ai pas l'intention d'arrêter le mouvement de réformes, je n'ai pas l'intention de le ralentir, je n'ai pas l'intention d'oublier mes promesses, j'ai pris des engagements, ils seront tenus. J'ai pris des engagements pour cinq ans, ça fait six mois, on est qu'au début. Merci de votre patience, encore que j'observe que vous êtes des citoyens et sans doute que vous avez été également concernés.